

Sondage

Huiles « made in France » : la « success story » d'une filière

Portés par Terres Univia, la nouvelle interprofession des huiles et protéines végétales, les résultats du sondage Opinionway réalisé en mars 2015 sont clairs. Ils permettent d'évaluer le niveau de connaissance des Français sur les bienfaits des huiles végétales. L'huile végétale est jugée bonne pour la santé (80 % d'accord) et près de 9 Français sur 10 (89 %) savent qu'elle apporte des nutriments essentiels. L'étude est aussi l'occasion d'aller plus loin en réaffirmant certains points clefs en matière de nutrition. Certaines idées reçues erronées, mises en lumière par l'étude, méritent d'être corrigées : toutes les huiles ont leurs propriétés nutritionnelles. Les varier est indispensable pour profiter des bienfaits de chacune.

Le sondage apprend également qu'un peu moins d'un quart de la population (23 %) connaît la dose d'huiles végétales recommandée quotidiennement : deux cuillères à soupe journalières. Lancée officiellement le 9 juin dernier, Terres Univia entend rappeler l'importance du capital nutritionnel des huiles végétales cultivées en France.

Si les huiles végétales « made in France » sont omniprésentes dans les cuisines de l'hexagone, c'est grâce aux hommes et aux femmes qui ont décidé, il y a cinquante ans, de développer le potentiel de ces plantes sur le territoire. D'amont en aval, c'est toute une filière qui s'est progressivement développée. Hier parents pauvres des tables françaises, les huiles de colza, de tournesol ou d'olive sont aujourd'hui les trois huiles plébiscitées par les Français. Elles ont remplacé l'huile d'arachide, importée pendant très longtemps des anciennes colonies. La difficulté d'approvisionnement au moment de la guerre puis la volonté de prendre son autonomie face au règne du soja américain ont conduit la France à développer des plantes à huiles et protéines sur son territoire. La réussite est manifeste.

La France autrefois dépendante à 80 % d'huiles végétales importées est parvenue à inverser la tendance sur ces trente dernières années. Mais cette « success story » est le fruit du labeur de nombreux acteurs. Chercheurs et agronomes pour améliorer les qualités nutritionnelles des produits grâce aux innovations techniques, producteurs au plus près de leurs terres, opérateurs solides sur les marchés... La filière huiles et protéines végétales est avant tout une réussite collective. Elle fédère aujourd'hui 130 000 producteurs qui cultivent 2,5 millions d'hectares d'oléagineux et de protéagineux.

Prise de participation

Lesieur, filiale du groupe Avril, devient actionnaire majoritaire de la SPHB

La société Lesieur, filiale du groupe Avril, et le groupe Marbour ont signé, le 9 juillet dernier, l'acte de prise de participation par Lesieur de 69,28 % du capital de la SPHB (Société de Production des Huiles de Bourbon), auprès du groupe Marbour (détenant 42,20 % du capital), des établissements et de la succession Isautier (15,95 % du capital) et de la société Cogedal (11,13 % du capital). À travers cette opération, Lesieur entend conforter sa position sur le marché réunionnais des huiles alimentaires et des condiments, et développer la présence de ses produits sur les marchés d'Afrique de l'est et l'océan Indien. Unique embouteilleur d'huiles alimentaires à La Réunion, la SPHB y est aujourd'hui le leader du marché des huiles alimentaires. Elle est par ailleurs un acteur majeur du marché des sauces condimentaires et du ketchup, avec une part de marché de 25 %. La SPHB a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 17 millions d'euros et compte aujourd'hui 36 collaborateurs. Son site de production, situé à Saint-Pierre, regroupe une unité de raffinage d'huiles de graines d'une capacité de 25 000 tonnes (la seule à La Réunion), une unité de conditionnement d'une capacité de 10 millions de litres, ainsi qu'un atelier de fabrication et de conditionnement de sauces et condiments d'une capacité de 500 tonnes. L'activité de la SPHB se concentre sur le raffinage d'huiles végétales brutes, l'extrusion de bouteilles en PET (polyéthylène téréphtalate), le conditionnement d'huiles, la production de sauces condimentaires et la commercialisation de la production sur l'ensemble du département de La Réunion. Cette opération intervient dans le cadre d'un partenariat de plus de quinze ans entre Lesieur et la SPHB, qui produit sous licence et commercialise à La Réunion l'ensemble des huiles de la marque Lesieur (Lesieur Tournesol, Frial, Lesieur Maïs, ISIO 4). Romain Nouffert, Directeur général de Lesieur : « Cette opération permet de renforcer un partenariat de longue date avec un acteur majeur du marché réunionnais dont nous partageons pleinement les valeurs. Elle marque également une nouvelle étape dans le développement du groupe Avril à l'international, de par les opportunités qu'elle offre sur de nouveaux marchés en Afrique et dans l'océan Indien ». Jean Bourdillon, Président du groupe Marbour : « Le rapprochement entre Lesieur et la SPHB est une étape quasi naturelle entre deux leaders sur leurs marchés. Il permet d'unir les forces de deux entreprises très proches et qui ont su développer des expertises fortes et complémentaires, offrant un grand potentiel pour l'avenir. Nous sommes fiers d'avoir pu accompagner cette opération. »

Agroécologie

La France et la Chine explorent les voies de coopération

Comment l'agroécologie peut-elle constituer une voie d'intérêt face aux changements climatiques ? C'est la question qui était posée lors d'une conférence franco-chinoise organisée cet été par l'ambassade de France à Pékin et à laquelle le Cirad, l'Inra et le ministère de l'Agriculture ont activement contribué.

L'agroécologie propose une démarche centrée sur l'utilisation des services écosystémiques pour améliorer la performance de l'agriculture. Elle apparaît en France dans les années 1970 avec une volonté de rapprocher agrosystèmes et écosystèmes. Aujourd'hui, l'agroécologie irrigue les questions sociétales, politiques et scientifiques liées à la sécurité alimentaire, au développement durable et aux changements climatiques. Du point de vue de la recherche scientifique, le Cirad, qui a consacré l'intensification écologique, moteur de l'agroécologie, comme priorité d'établissement depuis près de 10 ans, place les producteurs au cœur des systèmes d'innovation agroécologiques. En Chine, ces pratiques revêtent un intérêt majeur face aux problématiques de salinité, de dégradation des terres ou encore de pollution.

Dans le cadre de la conférence, plusieurs convergences dans le domaine de l'agroécologie, qui pourraient se traduire en opportunités de coopération, ont émergé entre les deux pays :

- En termes d'atténuation des émissions de GES, la priorité va, pour les deux pays, aux études sur le stockage du carbone dans le sol. Ce thème de recherche traite notamment des modalités de gestion de la biomasse par le pâturage, des techniques de fertilisation (composts, vermicompost, modalités d'épandage, ...) et d'amendement (biochar), en particulier pour les céréales. La fermentation entérique, pour ce qui est de la maîtrise des émissions vers l'atmosphère, est également un sujet d'intérêt partagé :
- En termes d'adaptation des cultures, en particulier à la sécheresse, les deux pays entendent se mobiliser conjointement en vue de l'échange, l'amélioration et la diversification des ressources génétiques. Des coopérations sont envisagées sur les systèmes à base de bananiers dans le Yunnan. Les chercheurs français sont quant à eux intéressés par la spécificité du métagénome du Yak en termes d'efficacité digestive.
- Concernant la sécurité alimentaire qui est également au cœur de la préoccupation des autorités chinoises, les recherches liées à l'amélioration des performances environnementales de l'agriculture constituent une priorité nationale.

Concernant les pratiques de recherche, la conférence a également révélé plusieurs points de convergence :

- Dans une approche liée aux contextes locaux, il existe de multiples combinaisons possibles de pratiques. Aussi, la modélisation et la simulation de scénarios, sous leurs différentes formes, apparaissent comme une activité de recherche indispensable à la production de connaissances et à la mise en œuvre de solutions pratiques.

- La prise en compte des savoirs académiques mais aussi des savoirs traditionnels, l'articulation des points de vue des différents acteurs, à différentes échelles d'espace et de temps, sont des recommandations fortes tant pour la recherche française que chinoise.
- L'appui aux dynamiques d'innovation et aux changements de pratiques tout comme la mise à disposition des résultats de recherche auprès des agriculteurs constituent des besoins communs aux deux pays.

Ces principaux sujets et pratiques scientifiques communs viendront nourrir les négociations à venir sur la contribution de l'agriculture aux objectifs d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de la 21e conférence climat (COP 21 – Paris Climat 2015).

À l'occasion de cette conférence et sous l'égide de l'ambassade de France à Pékin, le Cirad a également signé un accord-cadre avec le Catas (Chinese academy of tropical agricultural sciences) qui permettra en particulier de développer des projets de recherche en cours sur l'hévéa et le cocotier.

Stratégie

Le groupe Avril annonce l'acquisition de The Kerfoot Group et étend le périmètre de ses activités au Royaume-Uni

Le groupe Avril (groupeavril.com), l'acteur industriel et financier des filières des huiles et protéines, a annoncé début août la signature d'un accord portant sur l'acquisition de la société « The Kerfoot Group » (kerfootgroup.co.uk), société familiale britannique spécialisée dans la distribution et le conditionnement d'huiles végétales et de spécialités. À travers cette acquisition, le groupe Avril étend le périmètre de ses activités au Royaume-Uni, ouvrant la voie à de nouveaux débouchés à l'international pour les huiles végétales produites par Saipol. À terme, cet accord offre également au groupe Avril de nouvelles perspectives de croissance sur le marché des huiles de table.

Fondé en 1980, The Kerfoot Group est spécialisé dans la distribution et le conditionnement d'huiles – huiles alimentaires en vrac et conditionnées, huiles et graisses de spécialités, huiles conditionnées pour la restauration hors domicile (RHD) –, principalement destinées aux industries agroalimentaires mais également à l'industrie cosmétique et à la RHD. The Kerfoot Group, qui compte 113 salariés et a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires de 74 millions de livres sterling, est basé à Northallerton dans le Yorkshire du Nord (Royaume-Uni) et dispose d'installations industrielles dans le port de Goole (Yorkshire de l'Est). La société est présidée par son fondateur David Kerfoot. Jennifer Kerfoot en assure la direction générale.

Société du Pôle végétal d'Avril, Saipol produit et commercialise en France des huiles végétales raffinées destinées à l'alimentation humaine, des tourteaux riches en protéines pour l'alimentation animale, du biodiesel sous la marque Diester® incorporé à hauteur de 8 % dans le gazole des véhicules diesel français, et de la glycérine végétale utilisée dans de nombreuses applications industrielles.

Cette opération consolide un partenariat de longue date entre Avril et The Kerfoot Group, Saipol étant un fournisseur en huiles de colza et de tournesol de The Kerfoot Group depuis sa création. La famille Kerfoot conserve une participation dans la société qui lui permettra de continuer à soutenir la croissance de cette dernière. Pour Jean-Philippe Puig, gérant de la SCA Avril, « *en près de 35 ans, The Kerfoot Group a su se développer tout en restant fidèle à l'esprit entrepreneurial et la culture du service client qui ont présidé à sa création. Nous partageons les mêmes valeurs et la même vision pour la filière des huiles et protéines. Le groupe Avril est particulièrement fier de ce rapprochement, qui marque de nouvelles perspectives de croissance pour nos activités outre-Manche.* » Selon David Kerfoot, Président de The Kerfoot Group, « *The Kerfoot Group a opéré ces dernières années des changements importants qui ont favorisé sa croissance et lui ont permis de se différencier sur le marché britannique. Ce rapprochement avec le groupe Avril s'inscrit pleinement dans le développement de ses activités et son ambition pour l'avenir.* »

Télé-détection

Des images satellitaires de très haute résolution à disposition des acteurs publics

En présence de la ministre Ségolène Royal, le Cirad, le CNES, le CNRS, l'IGN, l'IRD et Irstea ont signé, le 18 juin 2015, avec Airbus Defence & Space, numéro un européen de l'industrie spatiale et de la défense, un accord-cadre de télé-mesure SPOT 6-7.

Les organismes de recherche ont décidé d'unir leurs ressources pour assurer pendant une période de 5 ans l'achat d'image satellite de très haute résolution SPOT 6-7 afin de fabriquer et diffuser des images et produits dérivés, à disposition des acteurs nationaux en charge de la mise en œuvre de politiques publiques et de la communauté scientifique. Une couverture annuelle du territoire français, y compris les ROM – COM, sera produite tous les ans, ainsi que des images d'autres zones du Sud sur demande.

« *Le Cirad est convaincu que l'information spatiale peut contribuer au suivi et à la compréhension des agrosystèmes et des territoires des pays du Sud* », souligne Michel Eddi, PDG du Cirad. « *Elle peut aussi aider à la conception, au pilotage et à l'évaluation des politiques agricoles et de développement.* »

L'utilisation de ces images conduira à des applications concrètes. En Amazonie, par exemple, comme dans d'autres territoires au Sud, les acteurs des politiques publiques tentent de maîtriser la dégradation des espaces forestiers, engendrée par l'agriculture et l'élevage, pour préserver les capacités des générations futures à assurer le développement de leurs territoires et pour amoindrir les effets des changements globaux sur l'environnement. Les images satellitaires Spot 6-7 vont permettre aux agences en charge de la gestion des espaces forestiers au Sud d'évaluer l'état des ressources et l'impact des mesures prises par les autorités publiques.

Cette offre d'imagerie satellitaire SPOT 6-7, vient prolonger l'effort de 20 ans de recherche à destination de la communauté scientifique et des acteurs publics.

Les six organismes ont également signé le même jour la création d'un consortium les réunissant avec pour ambition d'initier une nouvelle filière institutionnelle de télé-détection au service des territoires.

Agroforêts à cacaoyers

La répartition de la végétation permet de réguler les attaques des bioagresseurs

Le cacaoyer est l'une des rares plantes encore cultivées traditionnellement au sein d'agroforêts dans la plupart des pays producteurs. Ces agroforêts à cacaoyers sont des agroécosystèmes caractérisés par une forte diversité de leur végétation, mais aussi par une grande hétérogénéité dans l'organisation spatiale de cette végétation. Cette structure complexe en fait des systèmes « proches » des écosystèmes naturels et peut fournir de nombreux services écosystémiques. Qu'en est-il dans le domaine de la gestion des bioagresseurs ? En d'autres termes, cette complexité influence-t-elle la présence des ennemis du cacaoyer et l'intensité de leurs attaques ?

Pour répondre à cette question, les chercheurs du Cirad et leurs partenaires se sont intéressés aux agroforêts à cacaoyers du Costa Rica et du Cameroun. Les chercheurs ont plus particulièrement suivi trois bioagresseurs du cacaoyer, choisis pour leurs caractéristiques de dissémination et de développement contrastées. Au Costa Rica, ils se sont intéressés à la moniliose, une maladie des cabosses causée par le champignon *Moniliophthora roreri*, sur un réseau de parcelles installées dans la région de Talamanca. Au Cameroun, ils ont observé la pourriture brune des cabosses, due au champignon *Phytophthora megakarya*, et les mirides, des punaises de l'espèce *Sahlbergella singularis* qui s'alimentent au détriment de l'arbre.

Dans un premier temps, ils ont décrit les structures spatiales des agroforêts à cacaoyers et construit des typologies. Ils ont ainsi distingué des structures spatiales horizontales variées, qui vont d'une répartition régulière des arbres d'ombrage à leur agrégation. Dans un deuxième temps, les chercheurs ont identifié et hiérarchisé, à l'échelle de la parcelle agroforestière, les caractéristiques de composition et de structure spatiale qui influencent l'intensité des attaques de la moniliose, au Costa Rica, de la pourriture brune et des mirides, au Cameroun.

Ils ont ainsi mis en évidence le rôle prépondérant de la structure spatiale du peuplement végétal sur la régulation de chacun de ces bioagresseurs. Au Costa Rica, l'intensité de la moniliose augmente avec l'agrégation des arbres forestiers. Au Cameroun, l'incidence de la pourriture brune augmente avec la densité de la strate basse sur la parcelle, et les attaques de mirides diminuent avec une répartition régulière des arbres d'ombrage. Les nombreux mécanismes qui relient la structure de la végétation aux bioagresseurs et les caractéristiques de ces bioagresseurs permettent d'expliquer ces résultats.

Cette étude fournit une description précise de la structure d'agroécosystèmes tropicaux complexes et des relations entre

les structures observées et la régulation des bioagresseurs. Dans le cadre d'une gestion agroécologique de la culture, elle constitue une première étape dans l'identification et la compréhension des mécanismes écologiques impliqués dans la régulation naturelle des bioagresseurs du cacaoyer à l'échelle de la parcelle.

Publications

Agritrop devient archive ouverte institutionnelle

Faut-il faciliter la diffusion et l'accès aux connaissances ? « *Oui, assurément* », considère le Cirad. C'est dans le mouvement du libre accès que s'inscrit désormais Agritrop. La base de données des publications du Cirad devient l'archive ouverte institutionnelle. Elle est indexée par les moteurs de recherche et offre une visibilité accrue aux publications, renforçant notamment celle des co-publications du Cirad avec les partenaires du Sud.

En 2015, Agritrop comprend plus de 90 000 références et 12 000 documents en texte intégral en recherche agricole et développement rural des pays du Sud, accessibles librement.

Les documents scientifiques – articles, ouvrages, chapitres, posters, communications, rapports, thèses, mémoires, HDR, etc. – sont directement déposés par les chercheurs du Cirad qui les rendent accessibles dans le respect du droit d'auteur.

L'interface de consultation permet de parcourir les contenus à partir de listes des auteurs Cirad, des affiliations d'auteurs, des thèmes... Une recherche simple et une recherche avancée sont également disponibles. Agritrop offre en outre différents services : veille par la mise en place de flux RSS à partir d'une recherche, export des références sous différents formats (Endnote, Zotero, etc.).

Un logiciel libre qui ouvre des perspectives d'évolution.

Agritrop est basé sur le logiciel open source EPrints. Il s'appuie sur des normes permettant l'échange de métadonnées. Évolutive, l'archive ouverte sera dans le futur agrémentée de nouvelles fonctions : import de références externes, participation à d'autres archives ouvertes, etc.